



PERSPECTIVES POUR LES POLITIQUES

POUR LE CONSEIL DU
PREMIER MINISTRE
DE LA REPRISSE ET LA
CROISSANCE

Les perspectives et orientations pour des politiques visant une reprise sensible à la dimension de genre à l'Île-du-Prince-Édouard proviennent d'entrevues et d'une table ronde pour le rapport du Conseil consultatif sur la situation de la femme de l'Île-du-Prince-Édouard à paraître : Gender & COVID-19 in Prince Edward Island: In the Words of Women-Identifying Islanders, March to July, 2020.

Le Conseil consultatif sur la situation de la femme de l'Île-du-Prince-Édouard serait heureux de fournir une analyse et des recommandations plus approfondies pour chaque perspective.

○ La résilience des personnes offrant des soins, dont la plupart sont des femmes, déterminera l'état dans lequel l'Île-du-Prince-Édouard se trouvera après les fermetures et la pandémie. La résilience de ces personnes s'appuie sur des systèmes de soutien fiables leur procurant du répit, la priorisation des contacts sociaux et du réseautage appuyant les soins parmi les interactions sociales, les soutiens en matière de santé mentale et de dépendances, l'accès à des services et des lieux publics et l'appui pour les programmes et services du secteur bénévole.

○ L'éducation publique de nos enfants est essentielle, et il faut prioriser les efforts visant à garder les écoles ouvertes pour permettre un apprentissage en personne sécuritaire mené par un personnel scolaire valorisé – même si les adultes doivent faire des sacrifices sur les plans économique et social (ne plus pouvoir aller au bar ou dans un restaurant) pour que les écoles puissent rester ouvertes.

Il n'y aura pas de reprise sans services aux enfants, services aux aînés et autres soutiens accessibles, abordables et de qualité pour les personnes prodiguant des soins.

○ La garantie d'un revenu de base, soit la distribution de prestations pour la satisfaction des besoins fondamentaux selon les droits de la personne au lieu de la capacité de travailler, offre la meilleure chance de valoriser le travail non rémunéré et d'accroître l'égalité des genres après la pandémie. Le gouvernement de l'Île-du-Prince-Édouard devrait travailler sans relâche avec le gouvernement fédéral pour s'assurer qu'un programme de garantie de revenu de base permanent soit lancé à l'Île-du-Prince-Édouard et soit conçu de façon à pouvoir être étendu à l'ensemble du Canada.

○ Un plan de reprise qui est axé sur un retour à l'avant-pandémie ou un rétablissement complet pour les gens qui se portaient bien avant la COVID-19 ne fera que ramener les mêmes inégalités qui ont rendu les femmes et d'autres groupes vulnérables aux pires effets de la pandémie. Les bienfaits des investissements en temps de reprise doivent être accessibles de façon équitable parmi tous les genres et les groupes structurellement défavorisés. En effet, il faut viser de façon concrète une meilleure distribution des bienfaits qu'auparavant.

PERSPECTIVES DU CCSFIPE
POUR LES POLITIQUES
SEPTEMBRE 2020

- Mettre l'accent d'une reprise sur l'utopie qu'est la « croissance » illimitée causera des dommages irréparables aux écosystèmes; la reprise doit s'appuyer sur les grands principes de la viabilité. Le plan sensible à dimension de genre de l'Île-du-Prince-Édouard devrait être pleinement intégré aux plans pour l'atténuation des changements climatiques et l'adaptation à ceux-ci.
- Des investissements dans le secteur public seront nécessaires pour soutenir ses travailleurs, les services publics et les lieux publics. Les mesures d'austérité sont susceptibles de nuire aux femmes et aux groupes qui vivent de la discrimination.
- L'infrastructure sociale est aussi importante que l'infrastructure physique. Les services et lieux publics doivent être universels et accessibles et inclure les services aux enfants et aux aînés, le logement, les transports en commun, les soins de santé, Internet, les aires vertes et les voies pour le transport actif.
- En raison des barrières qui continuent d'exister pour les femmes en construction et dans les métiers, un plan de reprise doit investir dans l'infrastructure sociale, y compris le secteur bénévole, pour mieux appuyer l'égalité des genres. Développer seulement l'infrastructure physique n'aidera pas à lutter contre le chômage chez les femmes.
- Les programmes appuyant les petites entreprises doivent comprendre des soutiens pour les entrepreneurs qui ont un petit budget, ont peu d'employés ou aucun employé, ou opèrent de façon à assurer leur subsistance.
- Maintenant plus que jamais, pendant la reprise après la COVID-19, la révision en profondeur de l'*Employment Standards Act* (loi sur les normes d'emploi) au moyen d'une consultation du public inclusive, approfondie et réfléchie qui a été promise s'impose de façon pressante. Les normes d'emploi doivent aussi prendre en considération un nombre plus grand que jamais de personnes faisant du télétravail pour assurer un minimum de normes et des protections d'emploi.
- La réglementation en matière de santé et de sécurité au travail a besoin d'être mise à jour pour assurer la santé et la sécurité des travailleurs qui retournent dans les bureaux et les lieux de travail (par exemple, de nouvelles normes pour la filtration et la circulation d'air) et des travailleurs à qui on demande de travailler de la maison, où ils font face à différents défis en matière de santé et de sécurité.
- Un leadership et un appui provinciaux solides sont requis pour la mise en œuvre d'importants programmes nationaux qui feront la promotion de la santé et de la résilience, comme l'assurance-médicaments, les services aux aînés et les services aux enfants.
- Le partage d'information entre systèmes, ministères et silos est encore plus mis à l'épreuve qu'avant la pandémie en raison de la fermeture de certains services publics, du télétravail (à temps partiel ou temps plein) et des restrictions qui nuisent à l'accomplissement de certaines tâches. Il y a un besoin urgent pour de nouveaux systèmes de partage d'information qui protègent la santé et le mieux-être des travailleurs qui font face à des défis complexes dans le nouveau contexte.

Tous les aspects de la planification de la reprise nécessitent l'application de l'optique des genres et de la diversité pour assurer l'atteinte de résultats plus équitables pour tous les genres et les groupes qui font face à des barrières systémiques et structurelles et les femmes et les minorités de genres qui appartiennent aussi à des groupes victimes de discrimination.

- Un plan juste et humain pour les gens qui ont reçu des versements excédentaires dans le cadre de la Prestation canadienne d'urgence ou d'autres programmes de prestations d'urgence sera nécessaire si l'Île-du-Prince-Édouard et le Canada retournent aux modèles de soutien du revenu passés.
- Une planification proactive s'impose pour continuer et élaborer des programmes de prévention. La prévention de la violence, la prévention des maladies chroniques et les déterminants sociaux de la santé doivent être priorités, même en situation d'urgence – mettre de côté la prévention peut avoir des conséquences néfastes à long terme.
- L'accès aux cliniques sans rendez-vous pour les problèmes de santé mentale et physique et leur amélioration continue, les programmes de soins de relève, les services de toxicomanie et les autres services qui appuient les gens avant que les problèmes deviennent insurmontables sont des services essentiels et normalisent la recherche d'aide avant qu'une situation devienne grave ou chronique.
- La pandémie a révélé des lacunes dans la recherche et les données concernant le poids qui pèse sur les personnes prodiguant des soins et la violence familiale ou sexiste. Ces lacunes devraient être comblées avec des données ventilées selon le genre et du soutien pour la recherche et l'analyse féministes.
- Des comparaisons rigoureuses et en temps réel de ce qui contribue à une reprise sensible à la dimension de genre ailleurs sont très importantes pour adopter des stratégies semblables à l'Île.
- Les communications et les messages du gouvernement importent. Les participants au présent rapport ont, de manière générale, félicité le gouvernement de l'Île-du-Prince-Édouard d'avoir communiqué des messages clés et fait des déclarations publiques claires concernant les questions genrées, comme la violence sexiste.
- La planification de la reprise à l'Île-du-Prince-Édouard a encore besoin d'être améliorée pour ce qui est de l'atteinte d'une participation et influence équitables des genres aux processus de prise de décision, particulièrement en raison de la faible représentation des femmes, de divers groupes et des femmes de divers groupes au sein du cabinet. Bien qu'il y a une plus grande parité entre les sexes et diversité au sein du Conseil du premier ministre pour la reprise et la croissance, et que le vécu est important, le Conseil manque d'expertise en matière d'analyse selon les genres et la diversité.

